



OBSERVATOIRE EUROPE

EUROLAW & FMES

Redéfinir les relations transatlantiques : des perceptions européennes divergentes à la recherche d'une approche stratégique commune

(1ère partie)

Par **Bruno DUPRE**,
Directeur de l'Observatoire Europe

Réduire les dépendances européennes pour une relation transatlantique plus équilibrée

Résumé

Les récents développements de la scène politique américaine – Ukraine, Venezuela, Groenland, Iran – obligent les Européens à procéder à une réévaluation réaliste de la relation transatlantique.

Une sorte de « reset ».

Les Européens doivent reconnaître qu'un certain nombre de tendances observées ces dernières années – la priorité croissante accordée à la région indo-pacifique, l'utilisation des interdépendances économiques et financières à des fins stratégiques, l'instabilité du leadership politique américain – sont susceptibles de perdurer bien au-delà de l'ère Trump.

La question n'est pas tant de savoir si nous pouvons encore faire confiance aux États-Unis et, par conséquent, si la relation transatlantique doit être préservée, mais comment elle peut être refondée sur des bases plus équilibrées et plus résilientes.

Cela nécessite une double démarche : premièrement, établir un diagnostic clair des principales dépendances de l'Europe vis-à-vis des États-Unis ; deuxièmement, identifier des options stratégiques réalistes capables de réduire leur nature asymétrique afin de rétablir un partenariat véritablement plus équilibré.

Au-delà de la dimension transatlantique elle-même, une telle réévaluation comporte des implications stratégiques plus larges. Réduire les dépendances structurelles vis-à-vis des États-Unis et rétablir un partenariat plus équilibré avec Washington renforcerait non seulement l'autonomie stratégique et la résilience de l'Europe, mais améliorerait également sa crédibilité vis-à-vis de concurrents systémiques tels que la Russie et la Chine, ainsi qu'auprès de partenaires partageant les mêmes valeurs qui comptent sur l'Europe pour faire respecter et défendre un ordre international fondé sur des règles.

Le présent document se veut une première note d'orientation. Son objectif n'est pas d'épuiser le sujet, mais plutôt de définir le cadre d'une étude plus large qui débouchera, avant la fin de l'année 2026, sur un rapport final combinant une analyse synthétique intersectorielle et des études thématiques détaillées.

I. Le diagnostic : des dépendances stratégiques devenues structurelles

La première dépendance, et peut-être la plus visible, reste celle des **domaines militaire et de la sécurité**. Malgré les progrès réalisés depuis 2022, notamment dans le contexte de la guerre en Ukraine, les Européens continuent de dépendre fortement des États-Unis pour les capacités critiques qui conditionnent toute opération militaire de grande envergure : renseignement stratégique, surveillance par satellite, ravitaillement en vol, transport stratégique, défense antimissile, cyberdéfense et structures de commandement intégrées. Cette asymétrie ne se résume pas à une simple question de volumes budgétaires, mais concerne également les capacités de pointe. Elle affaiblit la posture de dissuasion de l'Europe vis-à-vis de la Russie, car elle renforce l'impression de fragmentation et de dépendance vis-à-vis du leadership américain, tout en limitant la capacité de l'Europe à se présenter comme un acteur stratégique à part entière aux yeux de la Chine.

À cette dépendance militaire s'ajoute une **dépendance technologique** croissante. Dans les domaines des infrastructures numériques, de l'intelligence artificielle, des services cloud, des semi-conducteurs et de la cybersécurité, l'Europe reste fortement dépendante des infrastructures, des normes et des entreprises américaines. Le contrôle des couches critiques de l'économie numérique reste en grande partie hors d'Europe, ce qui crée des vulnérabilités structurelles pour les administrations publiques, les industries sensibles et les secteurs stratégiques.

Cette dépendance expose non seulement l'Europe à un éventuel effet de levier américain, mais limite également sa capacité à se positionner efficacement dans la concurrence technologique avec la Chine, dont le modèle piloté par l'État vise à imposer des normes alternatives et de nouvelles sphères d'influence.

La **sphère financière et monétaire** constitue une autre source majeure de dépendance. La domination du dollar dans le commerce international, la profondeur et la liquidité des marchés de capitaux américains, ainsi que le rôle central des infrastructures financières contrôlées ou influencées par les États-Unis confèrent à Washington un effet de levier considérable. La portée extraterritoriale des sanctions américaines illustre peut-être le plus clairement cette réalité. Parallèlement, l'autonomie monétaire limitée de l'Europe réduit sa capacité à gérer les tensions géopolitiques impliquant à la fois la Russie et la Chine, en particulier dans les contextes où les instruments financiers sont utilisés comme outils de coercition stratégique.

Dans les **domaines économique et commercial**, la relation est sans aucun doute marquée par une profonde interdépendance, mais elle n'est pas entièrement symétrique. Les États-Unis restent un marché d'exportation crucial pour plusieurs grands secteurs industriels européens, tandis que les entreprises européennes restent souvent dépendantes des financements américains pour leur développement, notamment dans les secteurs innovants et à forte croissance. Cette asymétrie peut affaiblir la position de l'Europe dans la dynamique du commerce mondial, y compris dans ses relations économiques avec la Chine, où les questions de réciprocité et d'exposition à la coercition du marché sont de plus en plus saillantes.

Une dimension tout aussi importante, et parfois sous-estimée, concerne la **dépendance énergétique**. Depuis 2022, l'Europe a réussi à réduire sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures russes, mais ce faisant, elle s'est en partie tournée vers une nouvelle forme de dépendance extérieure, notamment par le biais d'importations accrues de gaz naturel liquéfié (GNL) américain. Bien que politiquement moins problématique que la dépendance antérieure vis-à-vis de la Russie, cela met néanmoins en évidence la vulnérabilité persistante de l'Europe en matière d'approvisionnement énergétique extérieur. Plus largement, l'Europe reste dépendante de technologies et de chaînes d'approvisionnement extra-européennes pour des éléments clés de la transition énergétique, notamment les infrastructures de GNL, certaines technologies propres, les systèmes de batteries et les composants critiques. Ces dépendances ont des implications géopolitiques directes, tant en limitant la capacité de la Russie à

exercer une coercition énergétique qu'en exposant l'Europe à une concurrence stratégique avec la Chine au sein des chaînes d'approvisionnement critiques.

Pris dans leur ensemble, ces éléments indiquent une situation d'interdépendance asymétrique, dans laquelle les vulnérabilités européennes sont devenues suffisamment importantes pour restreindre la marge de manœuvre politique et stratégique de l'Union.

II. Réduire les dépendances : des options réalistes pour un rééquilibrage stratégique des relations transatlantiques

L'une des réponses parfois avancées face à ce diagnostic est le découplage vis-à-vis des États-Unis, compte tenu du niveau d'incertitude entourant la politique américaine. Cependant, une telle stratégie de rupture serait non seulement irréaliste, mais irait également à l'encontre des intérêts fondamentaux de l'Europe. La voie à privilégier est celle d'un rééquilibrage stratégique progressif.

Dans le **domaine militaire**, l'objectif doit être la consolidation d'un pilier européen crédible au sein de l'OTAN, associée à une mise en œuvre plus affirmée de l'assistance mutuelle de l'UE prévue à l'article 42, paragraphe 7 du Traité sur l'Union européenne (TUE).

Ce texte dispose :

« Au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations unies. Cela n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres.

Les engagements et la coopération dans ce domaine demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord qui, pour les États qui en sont membres, reste le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre. »

Il ne s'agit pas de construire une architecture de défense européenne contre l'Alliance, mais plutôt de permettre aux Européens d'assumer de plus grandes responsabilités, notamment dans la gestion des crises régionales touchant directement leur voisinage. Le renforcement des capacités en matière de renseignement, de projection de force, de logistique et de commandement doit donc constituer une priorité. Un tel rééquilibrage renforcerait la dissuasion

vis-à-vis de la Russie en démontrant la capacité d'action de l'Europe, tout en signalant à la Chine que l'Europe est un acteur stratégique plus cohérent et plus compétent.

Sur **le plan technologique**, les Européens doivent concentrer leurs efforts sur les domaines critiques où la dépendance est la plus forte : les infrastructures cloud souveraines, les capacités de calcul haute performance, le soutien à grande échelle à l'innovation en matière d'intelligence artificielle, la cybersécurité et les écosystèmes des semi-conducteurs. L'objectif n'est pas de remplacer toutes les technologies américaines, mais de réduire les vulnérabilités dans les secteurs essentiels. Cela renforcerait la résilience de l'Europe non seulement vis-à-vis des États-Unis, mais aussi dans le contexte de la concurrence technologique avec la Chine, en particulier dans les domaines où les normes et le contrôle des données deviennent des instruments de pouvoir.

Dans **le domaine financier**, le renforcement du rôle international de l'euro apparaît indispensable. Cela nécessite de nouveaux progrès concernant l'Union des marchés des capitaux, le développement d'actifs européens sûrs et un recours accru à l'euro dans les échanges stratégiques, notamment dans les transactions industrielles et énergétiques. Un euro plus fort réduirait l'exposition de l'Europe aux pressions financières extérieures et renforcerait sa capacité à agir de manière autonome dans un environnement mondial marqué à la fois par la domination monétaire américaine et par l'internationalisation progressive du système financier chinois.

La dimension énergétique requiert une attention particulière. L'Europe doit éviter de se contenter de remplacer une dépendance par une autre. La véritable réponse réside dans l'accélération des capacités internes de production et de stockage, le renforcement des interconnexions entre réseaux et l'approfondissement de l'intégration du marché européen de l'énergie. Cela implique notamment de développer la production d'énergies renouvelables, d'investir dans les infrastructures de stockage et d'hydrogène, ainsi que de maintenir ou de renouveler la capacité nucléaire lorsque cela est politiquement faisable. L'objectif à long terme devrait être une réduction substantielle de la dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur grâce à une production et une résilience européennes renforcées. Une telle approche limiterait à la fois la capacité de la Russie à exercer une pression fondée sur l'énergie et réduirait l'exposition de l'Europe aux chaînes d'approvisionnement mondiales dans lesquelles la Chine joue un rôle dominant.

Ces recommandations ne visent pas à affaiblir la relation avec les États-Unis. Au contraire, elles visent à la rendre plus solide. Une alliance durable ne peut reposer sur une dépendance excessive d'un partenaire vis-à-vis de l'autre.

III. Reconstruire la relation transatlantique sur de nouvelles bases

L'objectif ultime de cette approche est autant politique que stratégique. Il s'agit de préparer les conditions d'une relation transatlantique renouvelée, fondée non plus sur la logique implicite de la dépendance, mais sur celle d'une coopération plus équilibrée et plus mûre.

Une Europe plus autonome dans les secteurs critiques ne serait pas moins atlantiste. Au contraire, elle deviendrait un partenaire plus crédible, plus responsable et plus utile pour Washington. Dans un contexte marqué par des rivalités systémiques croissantes avec la Russie et la Chine, la solidité du lien transatlantique dépendra de sa capacité à évoluer.

La question n'est donc pas de savoir comment l'Europe devrait prendre ses distances par rapport aux États-Unis, mais comment éviter que cette relation ne repose sur des asymétries devenues politiquement fragiles et stratégiquement déséquilibrées. Ce n'est qu'à ces conditions que le partenariat transatlantique pourra être relancé sur de nouvelles bases, adaptées aux réalités d'un environnement international de plus en plus concurrentiel et transactionnel, ainsi qu'aux transformations durables des priorités stratégiques américaines.

Le présent document vise à jeter les bases de cette réflexion. Le rapport final, prévu pour fin 2026, devra explorer chacune de ces dimensions sectorielles de manière plus approfondie et proposer une feuille de route opérationnelle pour la décennie à venir.

Juin 2026